

Tout ce qui vaut n'est pas argent¹

Jean-Marie Harribey

Lorsque l'été arrive et que l'envie et le besoin de se reposer dominent toute autre (pré)occupation, on se prend à rêver : ah, si l'on pouvait jouir du temps, de ce temps de la vie qui nous est volé par le capital à travers notre travail, de ce temps prélevé sur nos amours par des gadgets qui sonnent, s'illuminent, pétaradent et polluent, de ce temps happé par une recherche dérisoire et le plus souvent vaine sur un réseau électronique auquel sont connectées d'autres victimes d'un vol de temps similaire ! Le temps est tout ce qui nous manque. Le temps est tout ce que l'on nous prend.

La richesse vaut plus que la valeur

Voici un syllogisme qui serait parfait si la première prémisse était vraie : l'argent mesure la richesse, or les dégâts sociaux et écologiques s'évaluent en argent, donc plus il y a de dégâts, plus la richesse augmente. Ce syllogisme montre la manière dont le capitalisme étalonne ce qui a de la valeur et révèle sa conception de la richesse. Le PIB – mesurant ce qui est produit contre monnaie dans une année – additionne pêle-mêle la production d'automobiles (polluantes), d'ordinateurs et de téléphones (voleurs de temps), de porcs (immangeables), de services de soins (plus on est malade, plus le PIB augmente), de déchets (même les nucléaires), la construction et la démolition, etc. Quand une entreprise délocalise une partie de sa production, par exemple des pièces détachées, et qu'elle les ramène au point de départ pour l'assemblage final, la quantité produite peut être strictement la même (donc même quantité de valeurs d'usage), et pourtant le PIB va enregistrer une croissance due au service transport rendu indispensable à cause de la délocalisation. En revanche, le PIB ne comptabilise ni les activités bénévoles, ni l'éducation donnée par les parents à leurs enfants, et il diminue si par hasard le nombre d'accidents de la route décroît. Voilà un indicateur partiel, sinon partial.²

Son insuffisance tient au fait qu'il mesure uniquement ce qui relève de la sphère monétaire qui comprend elle-même deux compartiments : la sphère monétaire marchande (ce qui est produit pour être vendu sur le marché avec profit) et la sphère monétaire non marchande (les services collectifs à but non lucratif comme l'éducation). Au sein de cette sphère monétaire sont produits des biens et services parce qu'ils sont (à tort ou à raison) considérés comme utiles, c'est-à-dire ayant une valeur d'usage. Mais, déjà, on voit que certains (les services collectifs) ont une valeur d'usage sans avoir de valeur d'échange marchande bien que monétaire. Mieux encore : les services rendus bénévolement dans la société ou les autres formes de richesse collective telles que la paix, la solidarité, le lien

¹ . Extrait publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 36, septembre-octobre 2001 et repris intégralement dans *La démente sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, 2002, p. 39-48.

² . Dans « Point de vue : Valeur », *Alternatives économiques*, n° 196, octobre 2001, D. Clerc fait deux remarques au sujet du rapport de P. Viveret référencé ci-dessous. L'une est justifiée : les comptes nationaux ne sont pas responsables des dégâts qui sont comptabilisés dans le PIB. Dans la seconde, l'auteur dément que lorsque, par exemple, une catastrophe écologique survient, le PIB augmente. Il y a seulement un changement de destination de l'activité économique, dit-il, car les dépenses auraient été effectuées autrement. Ce n'est vrai qu'en partie. Si une catastrophe est évitée, les pompiers restent à la caserne, les ambulances ne sortent pas du garage, les médicaments ne sont pas fabriqués, etc. Bref, l'activité économique n'est pas autant stimulée et il n'est pas certain que, sans cela, le travail correspondant eût été mis en œuvre ailleurs car on ne peut exclure l'hypothèse d'une réduction du temps de travail. Le point de vue de D. Clerc équivaut en fait à reprendre à l'envers l'idée de l'effet d'éviction dont personne n'a jamais pu démontrer la réalité et à abandonner implicitement tout principe d'action keynésien. Nous y reviendrons plus loin dans le chapitre « Qui veut noyer l'impôt l'accuse du naufrage ».

social, la création artistique non mercantile, ce texte (qui veut faire la lumière sur l'économie) ou encore le soleil (qui fait la lumière tout court), ont une valeur d'usage sans avoir de valeur monétaire.

La valeur vaut moins que les valeurs

La preuve est donc faite qu'Aristote avait raison et que Smith, Ricardo et Marx ont eu raison de lui donner raison sur ce point : la richesse ne se réduit pas à la valeur et la valeur ne vaut rien à côté des valeurs. C'est un peu compliqué, mais ce le serait moins si certains ne mélangeaient pas tout.

Dominique Méda et Patrick Viveret³, reprenant des critiques déjà anciennes, partent à l'assaut du PIB en pourfendant les fondateurs de l'économie politique cités plus haut auxquels ils attribuent la responsabilité d'une conception étroite de la richesse. C'est un contresens monumental. Méda et Viveret redisent aujourd'hui que le PIB ne prend en compte que les productions monétaires, laissant de côté les autres richesses et, au contraire, intègre bon nombre de nuisances. Mais cela est connu depuis la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et leur tort est de s'attaquer aux penseurs qui ont établi cette séparation. Bruno Ventelou commet la même erreur quand il écrit : « Toutes les variations non "marchandes" : qualité et quantité d'air pur, qualité et quantité des relations hors marché entre "individus", sont délaissées ou sous-estimées *faute d'entrer parfaitement dans la théorie.* »⁴ Si elles ne sont pas *prises en compte*, au sens propre de l'expression, ce n'est pas parce qu'elles n'entrent pas dans la théorie, c'est parce qu'elles n'appartiennent pas – et c'est tant mieux – à la sphère monétaire. Méda joue sur (ou bien est victime de) la polysémie du terme *valeur* quand elle écrit : « J'ai moi-même plaidé pour qu'à côté des activités purement productives (le travail), on reconnaisse de la valeur – et derechef qu'on accorde un espace et un temps suffisants – aux activités politiques, familiales, culturelles et personnelles [...] »⁵.

Méda, Viveret, Ventelou et bien d'autres mélangent plusieurs plans de raisonnement et commettent une erreur sur chacun d'eux. *Primo*, il ne peut pas y avoir de définition du travail productif en soi ; celui-ci doit être chaque fois relié au rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. *Secundo*, la notion de travail productif n'a rien à voir avec la matérialité ou non de son résultat.

Smith et Marx avaient certes raisonné sur la production matérielle parce qu'elle était quasiment le seul exemple sous leurs yeux. Mais la possibilité d'un espace pour la production immatérielle et, plus généralement, pour toute la richesse existait. Marx disait que les deux sources de la richesse étaient la nature et le travail. En donnant une définition du travail productif dans l'économie capitaliste, Marx désignait le travail productif de plus-value pour le capital et non pas le travail productif en général de valeur d'usage. Dans son esprit, cela ne signifiait pas une approbation de cette restriction mais au contraire une dénonciation.

La critique doit être adressée aux libéraux contemporains qui assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et qui n'accordent aucune place aux services publics, au point que l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux la satisfaction des besoins ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande confondue avec celle des valeurs d'usage.

³ . D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier, 1999 ; P. Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Rapport d'étape de la mission « nouveaux facteurs de richesses » au Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire, Paris, 2001, reproduit par *Transversales, Science, culture*, n° 70, août 2001..

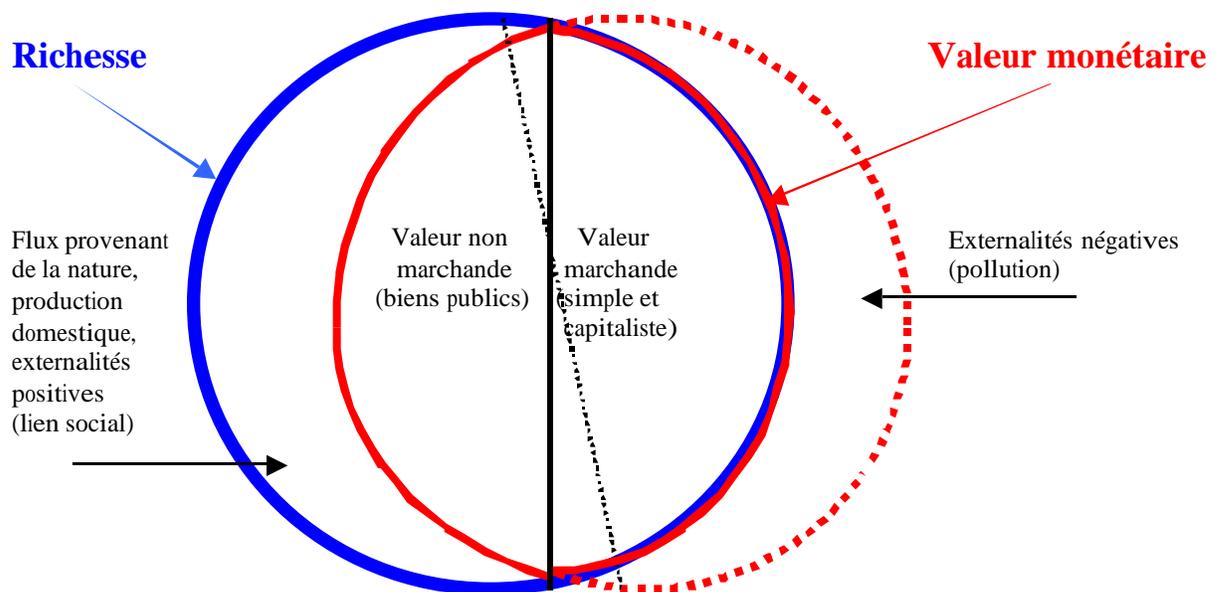
⁴ . B. Ventelou, *Au-delà de la rareté, La croissance économique comme construction sociale*, Paris, A. Michel, 2001, p. 119, souligné par moi.

⁵ . D. Méda, « Quelques notes pour en finir (vraiment) avec la "fin du travail" », *Revue du MAUSS semestrielle*, « travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la "fin du travail" », n° 18, 2^e semestre 2001, p. 76.

La richesse ne se réduit pas au PIB, c'est-à-dire aux valeurs monétaires ajoutées par le secteur marchand et le secteur non marchand ; en outre, une partie de la valeur marchande est constituée de nuisances appelées *externalités négatives*⁶ qui ne sont pas de la richesse. Un autre problème naît avec la partie de la richesse correspondant à la qualité du bien-être ou aux dons de la nature, les externalités cette fois positives. Vouloir leur attribuer une « valeur » sans préciser qu'il s'agit d'une valeur qui ne peut être monétaire, qui se situe sur un autre plan que l'économique, celui du politique, de l'éthique et de l'esthétique, celui des « valeurs », au mieux entretient une redoutable ambiguïté, au pire constitue une grave erreur.

Beaucoup s'acharnent à essayer de compléter le PIB qui ne peut l'être. En somme, l'addition du PIB n'est pas fautive. Elle représente la valeur monétaire, une (petite) partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur monétaire, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange et, en plus, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail. Le champ couvert par le PIB est conventionnel : il dépend de l'étendue des activités que la société décide de monétariser ou non. De ce fait, pour une même quantité de valeurs d'usage et donc pour le même bien-être, le PIB peut être plus ou moins important.

Richesse, valeur et valeurs



Le tort des économistes libéraux est de considérer le croissant de lune à droite du schéma comme de la richesse. Le tort des sociaux-libéraux est de vouloir marchandiser et monétiser la richesse non économique symbolisée par le croissant de lune à gauche du schéma.⁷ Le fait que la sphère monétaire marchande et non marchande fonctionne en s'appuyant largement sur la sphère où ne se produisent que des valeurs d'usage (travail domestique pour contribuer à reproduire la force de travail par exemple) ou bien dans laquelle on puise allègrement (éléments naturels) n'implique pas la nécessité de monétariser et de marchandiser cette

⁶ . Un effet externe ou externalité est un effet engendré par une activité ou une organisation qui ne se traduit pas par un prix de marché acquitté par le bénéficiaire si l'externalité est positive ou par le fautif si elle est négative.

⁷ . La séparation entre valeur marchande et non marchande peut être représentée par un trait oblique (en pointillés) pour faire apparaître sur le schéma le fait que l'activité marchande peut engendrer des externalités positives (donc de la richesse, ici non monétaire) et que l'activité non marchande peut parfois engendrer des externalités négatives.

dernière. De plus, l'incorporation d'externalités positives non monétaires – et qui ne doivent pas être monétarisées – ne changerait rien à la valeur économique qui est engendrée par l'activité productive dans la sphère monétaire. Sauf à donner une valeur économique à la photosynthèse réalisée par la lumière du soleil, ou bien à verser un salaire maternel, ou encore à verser un revenu à l'individu qui « produit » du lien social dans son association. A ce moment-là, la marchandisation du monde serait en voie d'achèvement parce qu'enfin les capitalistes et les libéraux auraient réussi à faire coïncider exactement valeur d'usage et valeur (monétaire), c'est-à-dire richesse et valeur, niant ainsi les valeurs éthiques. Le dépassement du salariat ne peut provenir de la marchandisation croissante du monde mais au contraire de la préservation et de l'extension de la sphère non monétaire.

Le temps n'est pas nécessairement de l'argent, c'est l'argent qui toujours du temps

L'économiste américain Jeremy Rifkin, quelques années après avoir publié un best-seller établissant un pronostic erroné sur la fin du travail⁸, récidive en annonçant « une transformation radicale du capitalisme »⁹ : « Dans les marchés, les marchandises sont des biens et c'est ce qui définit l'échelle des ressources et des valeurs. Dans les réseaux, la marchandise est le temps humain, qui devient la valeur primordiale. » Rifkin enfourche le cheval de la « nouvelle économie »¹⁰ et il enfonce une porte ouverte. Depuis sa naissance, le capitalisme vole le temps de l'homme. Marx en faisait le pivot de sa critique de l'aliénation, Max Weber¹¹ aussi le disait et André Gorz¹² le répète depuis cinquante ans. Mais, de plus, Rifkin se trompe en faisant implicitement sien l'aphorisme de Benjamin Franklin « le temps, c'est de l'argent ». Le temps n'est de l'argent grossissant le capital que si c'est du temps de travail validé par une vente. Rifkin est victime comme tous les économistes libéraux de l'illusion qui consiste à assimiler l'accaparement de la valeur – par le biais de marchés monopolistiques ou de réseaux dont les coûts de fonctionnement sont nuls – à de la création de valeur. Il croit à l'utopie capitaliste intégrale – le capital peut se passer du travail – qu'a rappelée cyniquement le PDG d'Alcatel¹³.

Enfin, la presse a fait grand cas du classement des pays européens en terme de PIB par habitant publié par l'agence statistique Eurostat : la France n'arrive qu'en douzième position, ne devant que l'Espagne, le Portugal et la Grèce, alors qu'elle était au troisième rang en 1992¹⁴. Ce recul s'explique par le moindre taux d'activité effective et, selon les grincheux, par la baisse du temps de travail. Il ne suffit pas de faire la critique des méthodes statistiques souvent approximatives¹⁵. Il faut dire et répéter que la mesure de la richesse et du bonheur par le PIB par habitant est réductrice. D'abord parce que la productivité par heure de travail est meilleure en France que partout ailleurs. Ensuite parce que, à condition que le travail soit réparti entre tous, une faible position en terme de PIB par habitant accompagnant une bonne position en terme de productivité horaire peut signifier qu'on prend le temps de vivre.

Quand on aime la vie, ne compte pas ce qui d'ordinaire se compte, et compte ce qui ne se compte pas.

⁸ . J. Rifkin, *La fin du travail*, Paris, La Découverte, 1996.

⁹ . J. Rifkin, « Quand les marchés s'effacent devant les réseaux », *Le Monde diplomatique*, juillet 2001.

¹⁰ . Voir plus loin le chapitre « Nouvelle économie ou nouvelle idéologie ? ».

¹¹ . M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905, Paris, Plon-Agora, 1964.

¹² . A. Gorz, *Métamorphoses du travail, Quête du sens, Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1988.

¹³ . Voir plus loin le chapitre « L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur ».

¹⁴ . Voir A. Leparmentier, « Un palmarès de la richesse met la France en queue de peloton », *Le Monde*, 15 janvier 2002.

¹⁵ . Voir J. Gadrey, « A bas la dictature du PIB ! », *Le Monde*, 23 janvier 2002 ; et F. Magnien, J.L. Tavernier, D. Thesmar, « Les statistiques internationales de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat : une analyse des résultats », INSEE, Série des documents de travail de la Direction des études et synthèses économiques, G 2002/01, février 2002.